La Fonda
fabrique associative

COMPTES-RENDUS



VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Université de prospective

9 octobre 2024

La Fonda
fabrique associative

OURS

Cette synthèse a été rendue possible grâce au travail de toute une équipe. Nous tenons à les en remercier.

Contributeurs et contributrices : Marion Ben Hammo, Yannick Blanc, Delphine Chomiol, Charlotte Debray, Matthieu Fontaine, Olivier Guivarch, François de Jouvenel, Corentin Larmoire Roussel, Agathe Leblais, Laurence de Nervaux, Hannah Olivetti et Claire Thoury.

Prise de notes : Bastien Engelbach et Quentin Vaissaire.

Rédaction : Hannah Olivetti.

Relecture: Yannick Blanc, Charlotte Debray et Anna Maheu.

Photographies : Anna Maheu et Guillemette Martin.

Retouche photographies : Guillemette Martin.

Mise en page : Anna Maheu.

Services généraux : Diane Bonifas et Myriam Roumane.

Novembre 2024 - La Fonda

Les analyses esquissées dans ce compte-rendu seront approfondies dans le *Carnet d'exploration de la société de l'engagement* à paraître le 3 avril 2025.

En tant que laboratoire d'idées associatif, la Fonda éclaire le futur du monde associatif à l'aide de la prospective. Pour répondre aux questionnements croissants des associations et de leurs partenaires sur l'engagement, la Fonda a initié en 2022 l'exercice « Vers une société de l'engagement ? ».

Avec le soutien des partenaires financiers de la Fonda :

Avec le soutien de
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
agence nationale de la cohésion des territoires
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
MINISTÈRE DES SPORTS DE LA JEUNESSE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE
FONJEP
Caisse des Dépôts
Allocations familiales
Ville de Paris
Crédit Mutuel
msa santé famille retraite services
MACIF
Fondation de France
SNCF fondation
KPMG Fonds de dotation
FONDATION CRÉDIT COOPERATIF

la Fonda
fabrique associative

Réunissant des personnes et des organisations, la Fonda défend **la liberté et le développement de la vie associative** comme essentiels à la construction d'une société solidaire, juste et durable.

Pour qu'ils jouent pleinement leur rôle, la Fonda éclaire les responsables associatifs et leurs partenaires dans leurs réflexions prospectives et stratégiques, et outille leurs coopérations d'intérêt général.

La vision politique de la Fonda est marquée par une permanence : **il ne peut y avoir de vitalité démocratique sans vitalité associative.**

Bureau

Présidente : Agathe Leblais
Vice-président : Nils Pedersen
Vice-président : Yannick Blanc
Vice-présidente : Gabriela Martin
Secrétaire générale : Louise Vaisman
Trésorier : Alain Legrand

Conseil d'administration

Administrateurs : Stéphanie Andrieux, Philippe Bégout, Paul Bucau, Pierre Catalan, Élodie Cellier, Giorgia Ceriani-Sebregondi, Philippe Chabasse, Isabelle Chandler, Camille Dorival, Suzanne Gorge, Sébastien Lagorce, Sophia Lakhdar, Valérie Lourdel, Michel Nung, Amélie Pédrot, Salimata Sissoko, Roger Sue et Kaméra Vesic.

Équipe permanente

Déléguée générale : Charlotte Debray
Assistante de direction : Diane Bonifas
Responsable du *do-tank* : Bastien Engelbach
Responsable communication : Anna Maheu
Chargée de communication : Guillemette Martin
Cheffe de projet Prospective : Hannah Olivetti
Assistante de gestion : Myriam Roumane
Chargé de mission *do-tank* : Quentin Vaissaire

www.fonda.asso.fr
La Fonda · @fonda2020 · La Fonda · @ lafondaasso

La Fonda - Boîte aux lettres n°13 - Bâtiment WIKIVILLAGE
8 rue de Srebrenica - 75020 Paris
Tél : 01 45 49 06 58
Email : fonda@fonda.asso.fr

La Fonda remercie ses grands partenaires

Avec le soutien de

SOMMAIRE

Participants à l'Université de prospective « Vers une société de l'engagement ? » le 9 octobre 2024 à Paris © Anna Maheu / La Fonda



OUVERTURE 5

INTRODUCTION - AGATHE LEBLAIS 6
PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE PROSPECTIVE - YANNICK BLANC 10

COMPRENDRE LE PRÉSENT 12

LE HALO DE L'ENGAGEMENT - AGATHE LEBLAIS 13
9 DOMAINES OÙ L'ENGAGEMENT SERA CLÉ - CHARLOTTE DEBRAY & HANNAH OLIVETTI 14

EXPLORER LES FUTURS POSSIBLES 25

LA SOCIÉTÉ DES ENGAGEMENTS PLURIELS- FRANÇOIS DE JOUVENEL & CORENTIN LARMOIRE-ROUSSEL 27
LA SOCIÉTÉ DES ENGAGEMENTS IDENTITAIRES- FRANÇOIS DE JOUVENEL & MATTHIEU FONTAINE 29
LA SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ADMINISTRÉ- FRANÇOIS DE JOUVENEL & MARION BEN HAMMO 31
LA SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT AUTO-ORGANISÉ- FRANÇOIS DE JOUVENEL & DELPHINE CHOMIOL 33
GRAND TÉMOIN - YANNICK BLANC 35

PRIORITÉS ET MARGES DE MANOEUVRE 37

QUELLES ACTIONS POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE EN 2040 ? - OLIVIER CUIVARCH & CLAIRE THOURY 38
LES ANGLES MORTS DE L'ENGAGEMENT - LAURENCE DE NERVAUX 42

CLÔTURE 45

CONCLUSION - AGATHE LEBLAIS 46
REMERCIEMENTS 47

OUVERTURE



Charlotte Debray, Hannah Olivetti et Bastien Engelbach lors de l'Université « Vers une société de l'engagement ? » le 9 octobre 2024 © Guillemette Martin / La Fonda

La Fonda
fabrique associative

VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Université de prospective

9 octobre 2024

INTRODUCTION



Agathe Leblais, présidente de la Fonda

Agathe Leblais, présidente de la Fonda, a ouvert l'Université par la restitution de la consultation sur les hypothèses prospectives pour l'avenir de la société de l'engagement.

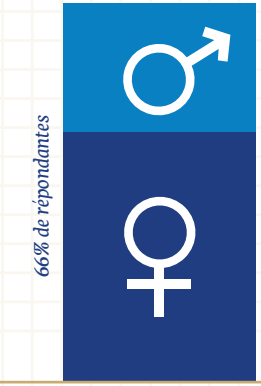
TESTER NOS HYPOTHÈSES À L'HORIZON 2040

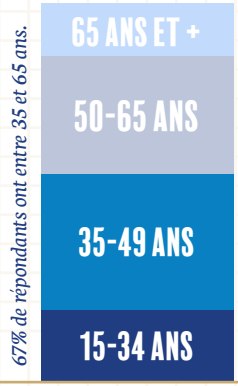
Pour comprendre la posture des inscrits à l'Université par rapport aux hypothèses prospectives pour l'avenir de la société de l'engagement, la Fonda a envoyé le 16 septembre 2024 une **consultation en ligne**. 90 personnes ont participé à cette consultation, clôturée le 1er octobre.

Les inscrits se sont positionnés par rapport aux **22 hypothèses prospectives**, construites lors des deux dernières journées d'étude de la Fonda. Pour chaque hypothèse, ils ont déterminé si elle est probable et si elle est souhaitable.

86 % des hypothèses ont été jugées probables par les répondants, c'est-à-dire que plus de 50 % des répondants ont choisi « plutôt » ou « très » probables pour ces hypothèses.

Deux conclusions, possiblement cumulatives : la **solidité des hypothèses**, construites avec de nombreux acteurs de l'Économie sociale et solidaire (ESS) est confirmée, mais cela peut aussi montrer un **biais de confirmation** au sein de notre communauté. Seules trois hypothèses ont été jugées improbables.







LES HYPOTHÈSES LES PLUS PROBABLES

80 % ET +

80% et plus de répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il est probable que :

- *Les motivations personnelles (valeurs et convictions, émotions, recherche de sens, etc.) dicteront les engagements ;*
- *L'individu s'engagera avant tout avec celles et ceux qui lui ressemblent ;*
- *Le vieillissement de la population suscitera de nouveaux domaines ;*
- *L'appartenance à une communauté structurera l'engagement ;*
- *L'échelle d'engagement des individus sera au local ;*
- *Les formes de mobilisations sociales se seront durcies ;*
- *Les causes d'engagement seront en concurrence.*

Plus de 8 répondants sur 10 considèrent qu'il est probable qu'à l'horizon 2040, l'individu s'engage avant tout avec celles et ceux qui lui ressemblent.

60-79%

Entre 60 et 79% des répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il est probable que :

- *Les collectifs coopèreront pour répondre aux besoins sociaux ;*
- *Les conséquences du dérèglement climatique seront la première cause d'engagement ;*
- *L'entraide sera reconnue comme un engagement ;*
- *Les individus engagés dans des causes affinitaires différentes seront souvent en conflit ;*
- *Le vieillissement de la population en bonne santé permettra des engagements plus fréquents ;*
- *Les mobilisations sociales (marches, grèves, manifestations, etc.) se seront considérablement accrues ;*
- *L'ensemble des générations se mobilisera pour faire face aux crises.*

40-59%

Entre 40 et 59% des répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il est probable que :

- *Le commerce de l'engagement supplantera les approches non-lucratives et désintéressées ;*
- *L'engagement sera partie intégrante des parcours scolaires ;*
- *L'accès à l'information suscitera le passage à l'action ;*
- *Le cercle familial et amical sera le principal espace d'engagement ;*
- *L'engagement sera partie intégrante des parcours professionnels.*

55% des répondants considèrent qu'il est probable qu'à l'horizon 2040, l'engagement fasse partie intégrante des parcours scolaires

LES HYPOTHÈSES LES MOINS PROBABLES

83%

Plus de 8 répondants sur 10 considèrent qu'à l'horizon 2040, il est peu probable que l'État organise les réponses aux besoins.

55%

Plus d'un répondant sur deux considèrent qu'à l'horizon 2040, il est peu probable que la société civile prenne en charge l'ensemble des réponses aux défis contemporains

41%

Il est peu probable que les CSP+ soient davantage engagées que les catégories les plus modestes pour 41% des répondants.

LES HYPOTHÈSES LES PLUS SOUHAITABLES

80 % ET +

80% et plus de répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il est souhaitable que :

- *L'ensemble des générations se mobilisera pour faire face aux crises ;*
- *Les collectifs coopèreront pour répondre aux besoins sociaux ;*
- *L'engagement sera partie intégrante des parcours scolaires ;*
- *L'échelle d'engagement des individus sera au local ;*
- *L'entraide sera reconnue comme un engagement ;*
- *L'engagement sera partie intégrante des parcours professionnels ;*
- *Le vieillissement de la population en bonne santé permettra des engagements plus fréquents.*

Plus de 8 répondants sur 10 jugent souhaitable qu'à l'horizon 2040, l'entraide soit reconnue comme un engagement.

60-79%

Entre 60 et 79% des répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il est souhaitable que :

- *L'accès à l'information suscitera le passage à l'action ;*
- *Le vieillissement de la population suscitera de nouveaux domaines d'engagement ;*
- *Les conséquences du dérèglement climatique seront la première cause d'engagement ;*
- *Les motivations personnelles (valeurs et convictions, émotions, recherche de sens, etc.) dicteront les engagements.*

55%

Plus d'un répondant sur deux considèrent qu'à l'horizon 2040, il est souhaitable que les mobilisations sociales (marches, grèves, manifestations, etc.) se soient considérablement accrues.

LES HYPOTHÈSES LES MOINS SOUHAITABLES

80 % ET +

80% et plus de répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il n'est pas souhaitable que :

- *Les individus engagés dans des causes affinitaires différentes soient souvent en conflit ;*
- *Le commerce de l'engagement supplante les approches non-lucratives et désintéressées ;*
- *Les causes d'engagement soient en concurrence.*

60-79%

Entre 60 et 79% des répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il n'est pas souhaitable que :

- *Les formes de mobilisations sociales se soient durcies (désobéissance civile, attaque informatique, boycott, etc.) ;*
- *Les CSP+ soient bien plus engagées que les catégories les plus modestes ;*
- *Le cercle familial et amical soit le principal espace d'engagement.*

40-59%

Entre 40 et 59% des répondants considèrent qu'à l'horizon 2040, il n'est pas souhaitable que :

- *L'individu s'engage avant tout avec celles et ceux qui lui ressemblent ;*
- *La société civile prenne en charge l'ensemble des réponses aux défis contemporains ;*
- *L'appartenance à une communauté structure l'engagement.*

45% des répondants considèrent qu'il n'est pas souhaitable qu'à l'horizon 2040, l'appartenance à une communauté structure l'engagement.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Voici les contours du **futur souhaitable** pour les participants, qui sont d'ailleurs jugés probables à l'horizon 2040 :

- Les individus s'engagent à l'échelle locale et de **manière plus fréquente** grâce au vieillissement en bonne santé. De nouveaux domaines d'engagement apparaîtront dans ce contexte ;
- Pour faire face aux crises et à leurs répercussions, les personnes **coopèreront**. Elles s'engageront aussi pour répondre aux besoins sociaux. D'ailleurs, l'engagement sera intégré dans les parcours scolaires et professionnels. L'accès à l'information suscitera également le passage à l'action ;
- La variété des **formes d'engagements** sera reconnue, y compris l'entraide.

Bien que ce soit jugé peu probable, les participants souhaitent que l'État organise la réponse aux besoins sociaux.

En revanche, plusieurs hypothèses apparaissent **probables**, bien que peu souhaitables à l'horizon 2040 :

- Les individus engagés dans des causes différentes seront souvent **en conflit** ;
- Les **causes d'engagement** seront en concurrence ;
- Les formes de mobilisations sociales se seront **durcies** (désobéissance civile, attaque informatique, boycott, etc.) ;
- Le **commerce de l'engagement** supplantera les approches non lucratives et désintéressées.

La consultation en ligne a permis d'ébaucher un futur souhaitable pour les participants à l'Université : un monde plus apaisé, où l'engagement est reconnu dans sa diversité et encouragé.



Participants à l'Université de prospective « Vers une société de l'engagement ? » le 9 octobre 2024 à Paris © Guillemette Martin / La Fonda

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE PROSPECTIVE



Yannick Blanc, vice-président de la Fonda

Yannick Blanc, vice-président de la Fonda, a présenté l'exercice de prospective «Vers une société de l'engagement?», en rappelant sa genèse, son dispositif de travail et ses principes méthodologiques.

EXTENSION DU DOMAINE DE L'ENGAGEMENT

Lors du renouvellement du projet stratégique de la Fonda en 2022, nous nous sommes interrogés sur l'**extension du champ sémantique de l'engagement**, bien au-delà de celui de l'engagement bénévole associatif que la Fonda arpente depuis plus de quarante ans.

Désormais, l'engagement est invoqué fréquemment dans le langage des institutions, des entreprises ou même des marques. Certains ont pu dénoncer ce **phénomène de dilution**, estimant que ce mot passe-partout ne voulait plus rien dire.

«Je suis de ceux qui pensent au contraire que lorsqu'un mot est sur toutes les lèvres, ceux qui le prononcent croient y trouver un sens ou sont à la recherche d'un sens», explique Yannick Blanc.

Yannick Blanc



Lorsqu'un mot est sur toutes les lèvres, comme c'est le cas avec engagement, ceux qui le prononcent croient y trouver un sens ou sont à la recherche d'un sens.

TRANSITION INSTITUTIONNELLE EN COURS

Cette extension du domaine de l'engagement intervient dans le contexte de ce que nous avons appelé la **transition institutionnelle**. Les institutions du savoir, du pouvoir et de la foi qui ont structuré notre société et encodé le lien social depuis des siècles, sont entrées dans une phase de déclin.

L'ère de la «post-vérité»[1], la contestation des savoirs scientifiques, la défiance à l'égard des institutions témoignent chacune à leur manière de ce **déclin**.

C'est dans ce contexte que la Fonda observe dans la société la recherche, souvent confuse, de quelque chose pour remplacer cet héritage institutionnel ancien. Notre hypothèse est que l'extension du domaine de l'engagement est peut-être ce qui, après sa désinstitution, pourrait permettre la **réinstitution du lien social**.

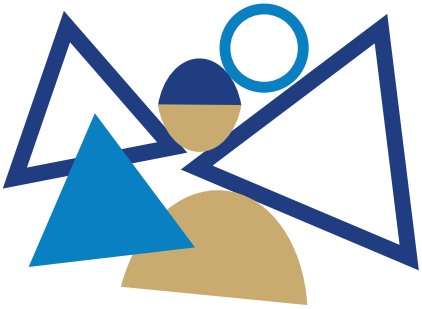
Mais **quel chemin** va prendre cette transition institutionnelle? Quels effets aura-t-elle sur la distribution du pouvoir et des conflits? Quelles menaces et opportunités pour les acteurs et les organisations de la société civile? Sommes-nous devant un boulevard, une impasse ou un chemin de crête?

[1] Steve Tesich définit la «post-vérité» comme les «circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles». Steve Tesich, «*The Watergate Syndrome: A government of lies*», *The Nation*, 6 janvier 1992.

COMPRENDRE LE PRÉSENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT

C'est pour répondre à ces interrogations que nous avons lancé fin 2022 une démarche de prospective, intitulée **«Vers une société de l'engagement?»**. Sa première séquence «Comprendre le présent» a consisté à construire la base prospective en faisant un état de la littérature et en croisant les regards.

Plus d'une centaine de partenaires et bénévoles ont pris part à cette **communauté apprenante**. Ils ont contribué, selon des intensités variées, aux différents espaces de travail animés en intelligence collective par la Fonda : 18 séances de club de lecture, l'audition de 67 experts et chercheurs, quatre journées d'étude, trois groupes de travail, neuf réunions du groupe de pilotage et un séminaire.



Ces travaux nous ont permis d'identifier **cinq transformations irréversibles** :

- Fin d'une certaine abondance, conjuguée au dérèglement climatique et à l'effondrement du vivant ;
- Société vieillissante ;
- Société apprenante ;
- Marchandisation de la connaissance ;
- Impuissance démocratique et polarisation de la société.

Et **neuf questions essentielles** pour l'avenir de la société de l'engagement :

1. Marchandisation et instrumentalisation de l'engagement ;
2. Écologie, la grande cause des engagements ;
3. Polarisation ou coopération des engagements ;
4. L'engagement, cause ou remède à la fragmentation ;
5. L'engagement comme vecteur d'émancipation ;
6. L'engagement, du local au global ;
7. Liberté ou obligation de s'engager ;
8. Les engagements en réponse aux besoins sociaux ;
9. L'engagement, matrice de la démocratie.

EXPLORER LES FUTURS POSSIBLES

Sur cette base, et avec l'aide de François de Jouvenel, délégué général de Futuribles International, nous avons élaboré **quatre scénarios** contrastés et schématiques à l'horizon 2040.

Pour cette Université, ils nous permettent de formuler collectivement «ce qui compte», de construire une **vision partagée** des valeurs et des enjeux auxquels nous sommes attachés. Autrement dit, il s'agit d'identifier les opportunités et les menaces de chaque scénario, et de formuler les priorités stratégiques.

Pour nous permettre d'imaginer un futur souhaitable, la réaffirmation des priorités devra également conduire à identifier les **marges de manœuvre** dont nous disposons, acteurs et organisations de la société civile : où sont les leviers? Quels verrous faire sauter? Quels acteurs impliquer? À quelles conditions?

Cette Université de prospective a été l'occasion pour les participants de s'approprier les futurs possibles de la société de l'engagement, mais surtout de définir leur futur souhaitable et les chantiers stratégiques pour le voir advenir.

Charlotte Debray, Hannah Olivetti et les Bataclowns lors de l'Université « Vers une société de l'engagement ? » © Guillemette Martin / La Fonda

COMPRENDRE LE PRÉSENT



VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Université de prospective

9 octobre 2024

La Fonda
fabrique associative

LE HALO DE L'ENGAGEMENT



Agathe Leblais, présidente de la Fonda

Au début de l'Université de prospective, Agathe Leblais, présidente de la Fonda, a présenté le halo de l'engagement, véritable attracteur sémantique. Elle est ensuite revenue sur les différents déterminants de l'engagement

ATTRACTEUR SÉMANTIQUE ET NOTION PROTÉIFORME

L'engagement est une **notion invoquée** par de nombreux acteurs. Il y a aujourd'hui du lait engagé, des banquiers engagés, de la lingerie engagée ou des charcutiers engagés, pour ne citer que quelques exemples glanés au fil de la vie quotidienne. Mais fondamentalement, qu'est-ce que cela signifie d'être engagé ? Quelle est l'intention partagée derrière tous ces engagements ?

La Fonda a recensé de nombreuses **formes d'engagement**, ne se limitant pas au bénévolat : l'entraide et pair-aidance, la philanthropie, le don, le *pro bono*, le militantisme, notamment la signature de pétitions en ligne ou le partage d'informations, le vote, l'action de manifester, les pratiques d'achats, dont le *boycott*, le syndicalisme, certains choix professionnels, etc.

Il existe également des formes d'engagement **«sous les radars»**, comme les solidarités de voisinage et intrafamiliales, le travail domestique, etc.[1]

«À la Fonda, nous n'avons pas de vision normative de ce qu'est l'engagement», explique Agathe Leblais. D'ailleurs, la définition de l'engagement identifiée par Anne Muxel et Adélaïde Zulfikarpasic permet de garder une **vision large** de l'engagement[2]. Pour elles, l'engagement se caractérise par des actions et des valeurs qui s'inscrivent dans une temporalité sociale et un processus biographique.

Attention, l'engagement n'est pas la cause. «On peut aussi bien s'engager pour une société plus ouverte, inclusive et progressiste, que pour une société non démocratique où toutes et tous n'auraient pas les mêmes droits (engagements xénophobes, sexistes, LGBTphobes, etc.)», insiste Agathe Leblais. Les engagements renvoient à la **pluralité des systèmes de valeurs**.

[1] Pour en savoir plus sur l'engagement sous les radars, lire la *Tribune Fonda* n° 262, parue en juin 2024.

[2] Anne Muxel et Adélaïde Zulfikarpasic, *Les Français sur le fil de l'engagement*, L'Aube, 2022.

DÉTERMINANTS DE L'ENGAGEMENT

S'engager dépend de plusieurs **déterminants**, qui peuvent être cumulatifs :

- La **transmission** de l'engagement, à l'école, dans la famille, ou une communauté religieuse par exemple ;
- Les **territoires de vie**, qui ont des réalités variées : quartiers populaires, ruraux et montagnards, etc. ;
- Les **moments de la vie**, où l'on peut être plus ou moins disponible ;
- La **médiatisation des causes**, notamment sur les réseaux sociaux ;
- La **conjoncture**, comme des crises, des catastrophes ou des élections ;
- Les situations **socio-économiques** personnelles.

Il existe donc autant de raisons et de façons de s'engager que de personnes qui s'engagent. Notion protéiforme, l'engagement recouvre une multitude de réalités, qui ne se rencontrent pas toujours.

9 DOMAINES OÙ L'ENGAGEMENT SERA CLÉ



Charlotte Debray, déléguée générale, et Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective

Charlotte Debray, déléguée générale de la Fonda, et Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective, ont présenté synthétiquement les 9 domaines où l'engagement sera clé en 2040.

1



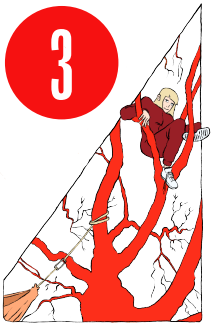
Marchandisation et instrumentalisations de l'engagement

2



Écologie, la grande cause des engagements

3



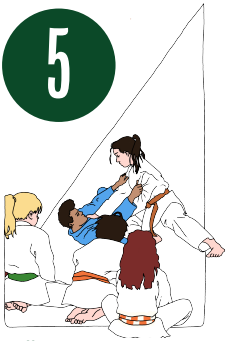
Polarisation ou coopération des engagements



4

L'engagement, cause ou remède à la fragmentation

5



L'engagement comme vecteur d'émancipation



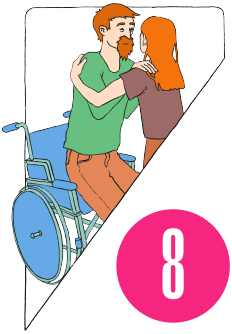
6

L'engagement, du local au global



7

Liberté ou obligation de s'engager



8

Les engagements en réponse aux besoins sociaux

9



L'engagement, matrice de la démocratie

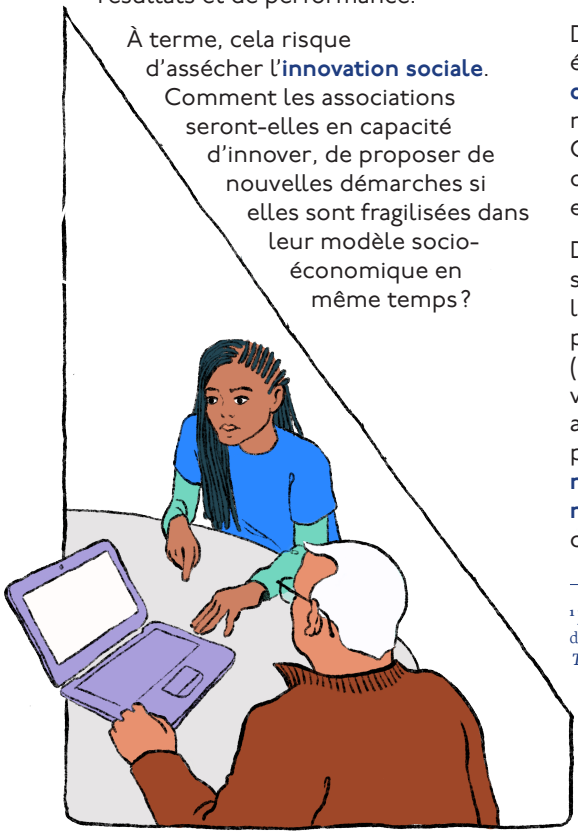
❶ Contexte

La Fonda observe une montée de la **marchandisation** dans différentes sphères de la société où la valeur marchande est l'étalon de mesure de l'ensemble des relations socio-économiques.

Plusieurs exemples l'illustrent, tels que la marchandisation de l'environnement, avec l'instauration des droits à polluer, ou la marchandisation de l'action publique, avec l'externalisation à des opérateurs privés.

Elle touche aussi les services essentiels de l'intérêt général portés par les associations. Elles font face à une **mise en concurrence** entre elles, via le recours à des appels à projets, des marchés, ou la généralisation des indicateurs de résultats et de performance.

À terme, cela risque d'assécher l'**innovation sociale**. Comment les associations seront-elles en capacité d'innover, de proposer de nouvelles démarches si elles sont fragilisées dans leur modèle socio-économique en même temps ?



❶ Conséquences sur l'engagement

Dans ce contexte de marchandisation, il existe une tendance à utiliser et revendiquer l'engagement dans le cadre de **trajectoires personnelles**, notamment pour le parcours scolaire ou professionnel. Mais, quelle est la réalité de cet engagement dans le temps ? Quelles reconnaissance et valorisation de l'engagement et de ses transformations ?

Les travaux sur l'engagement bénévole des sociologues Roger Sue et Jean-Michel Peter[1] montrent que la première motivation à devenir bénévole est celle de **se sentir utile** et se relier aux autres. À cela s'ajoute le développement des savoirs et des compétences, ainsi que du réseau de connaissances.

Des personnes et des acteurs s'engagent également contre la **marchandisation de la société**. Certains acteurs publics réinternalisent leurs compétences. C'est le cas de la gestion de l'eau qui a été remunicipalisée par Bordeaux et la Métropole de Lyon.

Des personnes et des collectifs s'opposent à la marchandisation dans les différents aspects de la vie. Cela peut prendre la forme d'actions protestataires (*boycott*), de choix politiques (le vote), voire la construction d'alternatives au monde marchand. Il existe ainsi un phénomène de **réappropriation des modes de production et de consommation** : logiciels libres, coopératives citoyennes, monnaies locales, etc.

[1] Jean-Michel Peter et Roger Sue, « Les représentations de l'engagement bénévole. Entre motivations & résistances », *Tribune Fonda* n° 221, avril 2014, [en ligne].

Contexte

Les activités humaines ont toujours eu des incidences sur l'environnement. La révolution industrielle au XIX[e] siècle constitue néanmoins un tournant avec les transformations techniques reposant sur l'**exploitation massive de ressources naturelles** (minerais, charbon, pétrole, gaz).

Outre les bouleversements sociaux, territoriaux et économiques induits, la révolution industrielle s'accompagne donc de détériorations de l'environnement. La crise climatique est d'abord une **crise des ressources physiques**, avec des conséquences irréversibles.

En 2009, une équipe pluridisciplinaire de 28 universitaires menée par l'agronome Johan Rockstöm tente de mesurer ces conséquences des activités humaines sur la planète. Ils formulent le concept de **limites planétaires**, par-delà lesquelles la planète n'est plus un espace de fonctionnement sûr pour l'humanité.

Aujourd'hui, six des neuf limites planétaires ont déjà été franchies et une septième, l'acidification des océans va l'être prochainement.



Conséquences sur l'engagement

La question écologique devient une **préoccupation majeure** au sein de la société, tout particulièrement pour les jeunes générations, les personnes diplômées et vivant plutôt dans des zones urbaines. Certaines formes d'engagement, invisibles et non conscientisées, existent « par la force des choses ». C'est le cas de la sobriété imposée.

En France, les acteurs publics, à l'échelle nationale et locale, prennent des mesures d'atténuation des effets du dérèglement climatique, mais les **mesures d'adaptation** sont encore très insuffisantes. La Fonda voit émerger la volonté de construire des solutions avec les citoyens avec les Conventions citoyennes pour le climat à l'échelle nationale et locale. Mais pour quels résultats ?

Certaines entreprises s'engagent pour la cause écologique dans le cadre de leur politique de **responsabilité sociétale**, voire territoriale. En parallèle, la finance durable se développe sous l'impulsion de certaines places de marché. Paris Europlace a par exemple créé l'Institut de la Finance durable. Le Crédit coopératif ne finance plus aucune extraction fossile depuis 15 ans, mais ce virage n'a pas été pris par l'ensemble du monde bancaire.

❸ Contexte

La polarisation idéologique a tendance à se réduire depuis la fin des années 1980, mais la **polarisation affective**, c'est-à-dire l'animosité, voire l'hostilité ressentie envers l'autre ou un groupe, progresse.

Deux phénomènes l'expliquent.
La diminution de la part des sujets économiques dans le débat public et l'augmentation concomitante de la place des sujets dits sociétaux qui touchent aux **systèmes symboliques** et aux convictions intimes.

Les réseaux sociaux créent des bulles de filtres et favorisent la diffusion de discours binaires et radicaux. Cela s'inscrit dans un phénomène plus global de **dérégulation de l'accès à la connaissance**, mis en lumière par le sociologue Gérald Bronner. Le rapport à la vérité scientifique ou informationnelle est fragilisé, alors que les individus se réfèrent à des univers de sens fermés (post-vérité, complotisme, etc.).



❸ Conséquences sur l'engagement

Il existe autant de causes d'engagement, motivées par la transformation du monde que de mouvements d'hostilité et de résistance à cette transformation. Les groupes « minoritaires » revendiquent la reconnaissance de leurs droits (féminisme, orientation sexuelle, handicap, etc.). Allons-nous vers l'affaiblissement de l'universalité des droits humains ou au contraire à l'émergence d'un **droit universel des singularités** ?

Malgré la polarisation des causes, notamment entre progressistes et antiprogressistes, une tendance à la **convergence des causes d'engagement** s'observe. La volonté de plus en plus marquée de penser la justice climatique avec la justice sociale l'illustre.
Par exemple, lors des mobilisations contre la réforme des retraites de 2023, le sociologue Laurent Lardeux a relevé les revendications des jeunes pour une justice climatique.

Certains acteurs développent par ailleurs une **approche systémique et coopérative**, à l'initiative des pouvoirs publics (comme les Cités éducatives, la politique de la ville, etc.) ou de la société civile. Certains philanthropes, à l'instar de ceux composant l'initiative collective Racines, intègrent l'approche systémique du changement à leurs stratégies de financement et cherchent à peser dans le débat public comme dans l'évolution des pratiques.

L'expérience des Conventions citoyennes sur le climat et sur la fin de vie montre que la **fragmentation des engagements** n'est pas inéluctable, mais le politique s'avère incapable d'intégrer cette évolution de la démocratie.

ENGAGEMENT, CAUSE OU REMÈDE À LA FRAGMENTATION



Contexte

Le courant de la fragmentation est profondément ancré. La Fonda l'avait d'ailleurs identifié en 2013 lors de ses précédents travaux prospectifs. La fragmentation est marquée par un **creusement des inégalités** de tout ordre : sociales, de genre, accès à l'information, territoriales, etc.

Elle résulte de la **conjonction de plusieurs phénomènes** relevant de temporalités et de domaines différents : une hausse de la différenciation sociale, une diversité des revendications et des influences culturelles provoquées par la mondialisation, la revendication de nouveaux droits, la dérégulation de l'accès à la connaissance.

À tous ces phénomènes s'ajoute, la rupture de la **« matrice tutélaire »** des institutions qui structurait les rapports sociaux, qu'il s'agisse d'institutions politiques, scientifiques, éducatives, ou encore culturelles.

Désormais, les personnes ne se définissent plus par rapport à leur place dans la société ou leur appartenance, mais par leurs **trajectoires**.

Conséquences sur l'engagement

Certains engagements peuvent alimenter la fragmentation de la société. Il s'agit notamment des **engagements des « minorités »** qui revendiquent leurs droits ou défendent des situations acquises (automobilistes, chasseurs…). Les engagements « défensifs » nourrissent la fragmentation en mettant l'ensemble de la société en accusation, par exemple, l'engagement pour la cause djihadiste.

D'autres personnes s'engagent contre d'autres citoyens, dans une dialectique de **« eux contre nous »**. Citons les pratiques de décasage à Mayotte par les Mahorais contre les Comoriens ou encore les actions des membres de la Manif pour tous, devenu le Syndicat de la famille.

Il existe cependant une tendance des acteurs à **s'engager en réponse à la fragmentation**. Par exemple, les quartiers les moins touchés par les émeutes en juillet 2023 sont ceux où les associations et professionnels de la politique de la ville étaient présents.

Les pouvoirs publics agissent sur la fragmentation en créant des espaces de dialogue propices à la coopération. La démarche menée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires « Quartier à impact collectif » en est un exemple. Plus globalement, cela suppose de développer une **approche systémique et intersectionnelle** pour la construction des réponses aux défis de société.

5 Contexte

Dans le courant de la fragmentation profondément ancré aujourd'hui, l'individu devient acteur de sa trajectoire. Cela est facilité grâce à un **accès inégalé aux connaissances**, permis par la fin d'une hiérarchie dans la production et la diffusion du savoir. De plus, les outils numériques facilitent l'engagement, comme le partage, l'entraide et l'acquisition de nouvelles compétences et connaissances.

Cependant, les personnes peuvent être dans une situation d'**infobésité** et confrontées à des informations pas toujours fiables, qui peuvent accroître les clivages au sein de la société. Il s'agit d'un enjeu clé qui conditionne la manière de voir la société.

5 Conséquences sur l'engagement

L'engagement contribue à l'émancipation des personnes, il est **transformateur**. Les chercheurs Roger Sue et Jean-Michel Peter identifient trois ressorts à l'engagement bénévole[2] : être dans l'action pour se sentir utile, être avec les autres pour nouer des réseaux d'amitié et se réaliser. Sur cet aspect, l'engagement permet de s'épanouir personnellement, d'avoir une reconnaissance sociale, tout en acquérant des compétences.

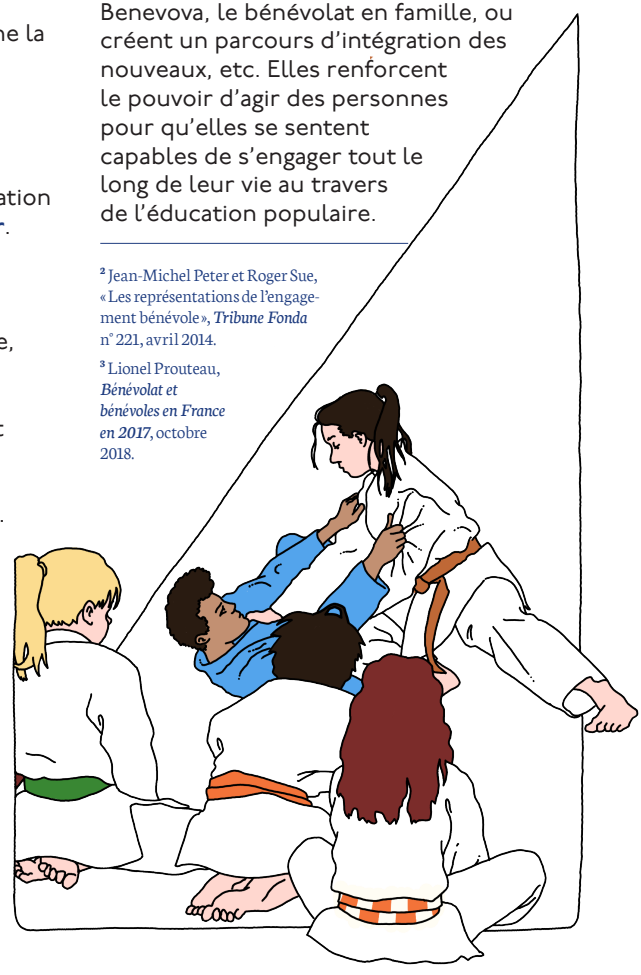
La Fonda identifie aussi la volonté de certains acteurs de **renforcer le pouvoir d'agir** des personnes. C'est le cas de l'Unapei dont le fonctionnement se fonde sur une logique de triple expertise. Les personnes concernées, leurs proches aidants et les professionnels partagent leurs connaissances, renforcent leur pouvoir d'agir et donc leur émancipation.

Certains **freins** persistent dans la capacité de tous les individus à s'engager. Les travaux de Lionel Prouteau sur l'engagement bénévole mettent en lumière le rôle de la transmission et de la reproduction de l'engagement bénévole : la propension à faire du bénévolat est plus forte parmi les personnes dont les parents pratiquent eux-mêmes le bénévolat. De même, plus le niveau de diplôme est élevé, plus le taux de bénévolat est important[3] .

Pour y remédier, les organisations de la société civile adaptent leur fonctionnement en partant des **envies et contraintes** des personnes. Elles développent, par exemple chez Benevova, le bénévolat en famille, ou créent un parcours d'intégration des nouveaux, etc. Elles renforcent le pouvoir d'agir des personnes pour qu'elles se sentent capables de s'engager tout le long de leur vie au travers de l'éducation populaire.

[2] Jean-Michel Peter et Roger Sue, « Les représentations de l'engagement bénévole », *Tribune Fonda* n° 221, avril 2014.

[3] Lionel Prouteau, *Bénévolat et bénévoles en France en 2017*, octobre 2018.





6 Contexte

Plusieurs **phénomènes mondiaux** ont des répercussions au niveau local : vieillissement démographique, dérèglement climatique,et persistance de problématiques sociales comme la pauvreté, l'isolement social, les tensions géopolitiques et les conflits.

Face à l'ampleur des défis contemporains, qu'ils soient sociaux, écologiques ou démocratiques, de plus en plus d'acteurs pensent nécessaire d'avoir une **approche systémique**, multiscalaire, voire transcalaire, pour apporter des réponses adaptées[4].

[4] Lire à ce sujet la *Tribune Fonda* n°257 « Associations et fondations face aux changements systémiques », mars 2023.

6 Conséquences sur l'engagement

Les individus ont tendance à s'engager à l'échelle de leur **bassin de vie**, qui est l'échelle naturelle d'engagement. Cela permet de voir les effets immédiats de son investissement, tout en répondant à des besoins sociaux.

La communauté internationale cherche à mieux **articuler les différentes échelles**, locale, nationale et internationale, pour répondre aux défis contemporains. C'est le principe qui guide l'Agenda 2030, tout particulièrement avec l'Objectif de développement durable 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ». Il propose un cadre de référence partagé, dans lequel les objectifs peuvent être déclinés à toutes les échelles d'action. Mais comment faire ensemble dans la pratique ? Comment construire une vision partagée des enjeux dans un contexte de fragmentation pluridimensionnelle et surtout mener des actions coordonnées ?

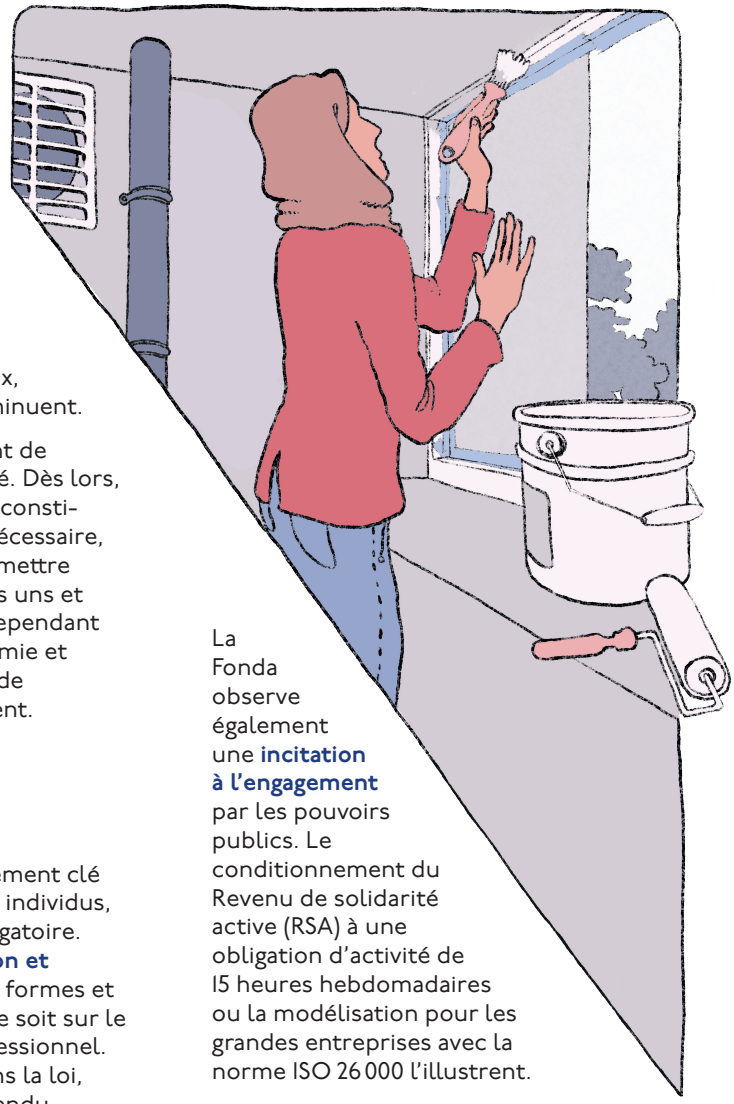
La Fonda observe aussi que les acteurs ont de plus en plus tendance à organiser des **coopérations territoriales**. Pour mieux répondre aux défis locaux, il existe une structuration d'un dialogue territorial entre les acteurs locaux pour coordonner leurs actions. Cités éducatives, cités de l'emploi, Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) : des initiatives des pouvoirs publics et de l'Économie sociale et solidaire (ESS) se développent. Certaines entreprises s'emparent par ailleurs de la notion de Responsabilité territoriale des entreprises (RTE).

Pour y parvenir, de nouvelles compétences et connaissances sont nécessaires. C'est pour cela que des acteurs, comme le Labo de l'ESS, le Réseau national des maisons des associations (RNMA), et bien d'autres, se mobilisent pour structurer un nouveau métier, celui de **chargé de coopérations territoriales**.

Contexte

La question de la liberté ou de l'obligation à s'engager traverse les échanges depuis le début de la démarche prospective. Elle se pose avec acuité dans un contexte de multiplication des **défis systémiques** de grande ampleur, comme le dérèglement climatique et la hausse des besoins sociaux, alors que les ressources diminuent.

Cela suppose un engagement de tous les acteurs de la société. Dès lors, **l'engagement obligatoire** ne constituerait-il pas une solution nécessaire, en veillant à coordonner et mettre en cohérence les actions des uns et des autres ? Cette idée est cependant contradictoire avec l'autonomie et la liberté, qui sont au cœur de toute démarche d'engagement.



Conséquences sur l'engagement

L'engagement devient un élément clé dans les parcours de vie des individus, sans être formellement obligatoire. Il existe une **forte valorisation et reconnaissance** de certaines formes et causes d'engagement, que ce soit sur le plan social, scolaire ou professionnel. Bien que non obligatoire dans la loi, l'engagement devient un attendu.

Par exemple, sur le plan scolaire, revendiquer un engagement peut être utile dans les **processus de sélection** pour les études supérieures. Il en va de même sur le plan professionnel. Cependant, que se passe-t-il si une personne ne peut ou ne veut pas s'engager ?

La Fonda observe également une **incitation à l'engagement** par les pouvoirs publics. Le conditionnement du Revenu de solidarité active (RSA) à une obligation d'activité de 15 heures hebdomadaires ou la modélisation pour les grandes entreprises avec la norme ISO 26 000 l'illustrent.

Les pouvoirs publics peuvent aussi **normer l'engagement** en l'encadrant et le sanctionnant. La mise en application de la loi qui institue le Contrat d'engagement républicain conduit par exemple à une contraction des libertés associatives.

Sans être obligatoires à proprement parler, certains engagements s'imposent par la **force des choses**. Des individus sont ainsi contraints de s'engager faute d'autres solutions. C'est le cas entre autres des proches aidants[5].

[5] Lire à ce sujet la *Tribune Fonda* n°263 « Les jeunes aidants : engagés de fait ? », septembre 2024.



Contexte

La société connaît une hausse des besoins sociaux. Elle s'explique notamment par un **vieillissement démographique** à l'échelle mondiale, qui conduit à un accroissement des besoins sociaux pour garantir des conditions de vie dignes aux aînés[6].

À cela s'ajoute la persistance des inégalités, de la précarité et de l'isolement social. Un autre sujet clé est celui de la **dégradation de la santé**, mentale entre autres. Les troubles dépressifs chez les 18-24 ans ont été multipliés par deux entre 2017 et 2022[7].

Conséquences sur l'engagement

Les associations sont historiquement mobilisées sur ces enjeux. Elles expérimentent et développent des **innovations sociales** pour mieux répondre aux besoins, comme l'habitat partagé oula sécurité sociale alimentaire.

Ces initiatives restent cependant **marginales** dans un système de santé structuré par un service public en déclin et un secteur marchand en expansion.

[6] Lire à ce sujet la *Tribune Fonda* n°228 « Société vieillissante, société innovante », décembre 2015.

[7] Santé publique France, *Prévalence des épisodes dépressifs en France chez les 18-85 ans : résultats du Baromètre santé 2021*, 14 février 2023 [en ligne].

Contexte

La **fragmentation de la société** fragilise la capacité à dialoguer, en raison d'un accroissement des inégalités au sein de la population et une polarisation affective. Elle est amplifiée par les réseaux sociaux et les effets de bulle. Les informations se diffusent de manière instantanée, sans contrôle, et peuvent alimenter des *fake news*.

Elle se manifeste par une **perte de confiance** des citoyens à l'égard des institutions nationales et européennes. L'abstention aux différentes élections ne cesse d'augmenter.

À cela s'ajoute l'émergence de **mouvements de contestation et de revendication** comme les Zones à défendre (ZAD) ou les Gilets jaunes. Ces mouvements contournent les forces politiques, les syndicats et les organisations de la société civile.

Conséquences sur l'engagement

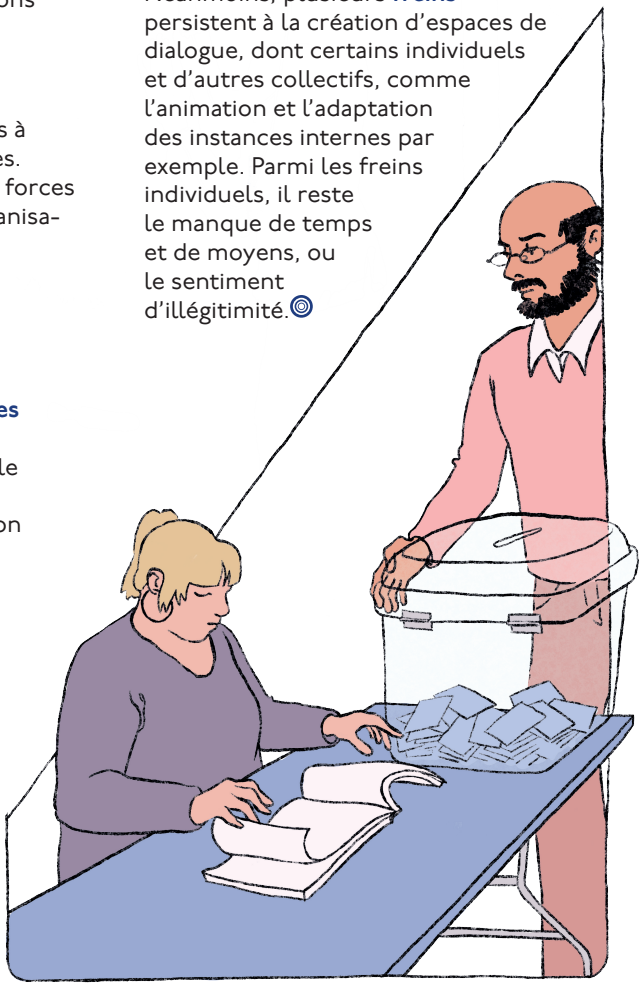
Plusieurs acteurs s'engagent pour créer et renforcer des **espaces de dialogue** pour faire société. Les organisations de la société civile développent le pouvoir d'agir des citoyens, notamment via l'éducation populaire. Elles peuvent, avec leur gouvernance, permettre aux personnes d'expérimenter le dialogue et nourrir de la controverse pour aboutir à une position commune.

Quant aux pouvoirs publics, ils tentent de reconstruire un **dialogue avec les citoyens**, via des conventions citoyennes et des budgets participatifs. Mais ces dispositifs ne jouent qu'à la marge des orientations politiques.

Enfin, certaines **entreprises** ont historiquement une gouvernance démocratique dans leur fonctionnement. Il s'agit des organisations de l'ESS, comme les mutuelles et les coopératives. Elles reposent sur le principe d'une personne d'une voix.

L'économiste Maryline Filippi étudie, en lien avec la Chaire TerrESS, la **responsabilité territoriale des entreprises** et leurs capacités à dialoguer avec leurs parties prenantes au service des territoires.

Néanmoins, plusieurs **freins** persistent à la création d'espaces de dialogue, dont certains individuels et d'autres collectifs, comme l'animation et l'adaptation des instances internes par exemple. Parmi les freins individuels, il reste le manque de temps et de moyens, ou le sentiment d'illégitimité.





Marchandisation et instrumentalisations de l'engagement



Écologie, la grande cause des engagements



Polarisation ou coopération des engagements



L'engagement, cause ou remède à la fragmentation



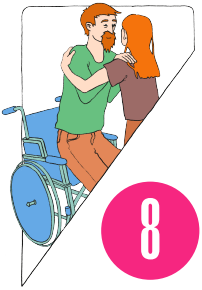
L'engagement comme vecteur d'émancipation



L'engagement, du local au global



Liberté ou obligation de s'engager



Les engagements en réponse aux besoins sociaux



L'engagement, matrice de la démocratie

PISTES DE RÉFLEXION IDENTIFIÉES PAR LES PARTICIPANTS À L'UNIVERSITÉ

- Comment **articuler** les transformations systémiques à l'échelle locale avec le niveau national ?
- Comment permettre un **engagement d'émancipation** qui ne détermine pas les personnes ?
- Dans un contexte de concurrence pour l'accès aux **financements publics**, comment les associations peuvent-elles valoriser et faire reconnaître leurs actions, tout en les pérennisant ?
- Assistons-nous à une **montée des extrêmes** ou uniquement une montée de l'extrême droite ?
- Comment le monde associatif peut-il se positionner pour rester le **«phare»** de l'engagement ?
- Quelle est la place de la **radicalité** dans l'engagement ?
- Quelles sont les pratiques et les expériences vécues par celles et ceux qui ont des **engagements antiprogressistes**, par exemple contre l'extension des droits pour les migrants et les personnes LGBT+ ?
- Quelles sont les conséquences des engagements subis ? Plus généralement que savons-nous de la santé mentale et du **bien-être** des personnes engagées ?
- L'engagement est-il façonné par le contexte de **surcharge informationnelle** et d'instantanéité ?

® Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti et relu par Yannick Blanc, Charlotte Debray et Anna Matheu. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

La Fonda fabrique associative

VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Université de prospective

9 octobre 2024

EXPLORER LES FUTURS POSSIBLES



Participantes à un atelier lors de l'Université « Vers une société de l'engagement ? »
© Guillemette Martin / La Fonda

La Fonda
fabrique associative

VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Université de prospective

9 octobre 2024

EXPLORER LES FUTURS POSSIBLES











Marion Ben Hammo, Delphine Chomiol, Matthieu Fontaine et Corentin Larmoire Roussel

Présenté par François de Jouvenel

En fin de matinée, François de Jouvenel a présenté les quatre scénarios pour l'avenir de la société de l'engagement. Quatre membres du groupe de pilotage, Marion Ben Hammo, Matthieu Fontaine, Corentin Larmoire Roussel et Delphine Chomiol, ont réagi en partageant leurs réflexions. Au cours de l'après-midi, les participants à l'Université ont pu s'approprier les scénarios en sous-groupe avec une grille d'analyse : « ce qui nous réjouit et nous inquiète » ; « ce que nous avons à gagner et à perdre » et « les priorités stratégiques à l'horizon 2040 ».

UTILITÉ DES SCÉNARIOS

Dans les principes de la prospective, le futur n'est pas déjà écrit ni donné. «Il n'y a pas d'outil magique pour dire l'avenir, on ne peut pas dire ce que sera demain», rappelle François de Jouvenel.
En revanche, il est possible d'**explorer les futurs possibles** en étudiant des phénomènes présents et en les inscrivant sur le temps long.

Formalisés sous la forme de **scénarios**, ces futurs possibles nourrissent une réflexion commune en portant un regard différent sur la réalité d'aujourd'hui. Ils sont au service de l'aide à la décision et à l'action.

Ces scénarios suscitent des réactions variées, d'adhésion ou de rejet, autant de raisons de s'impliquer pour demain. Ils permettent de déterminer ce sur quoi nous pouvons et voulons agir. C'est un **tremplin pour l'action**.



LA SOCIÉTÉ DES ENGAGEMENTS PLURIELS

Dans ce scénario, la société est structurée autour d'engagements répondant **aux aspirations et aux envies** des personnes de s'impliquer pour une cause ou une autre.

L'engagement est moins lié à une appartenance aux institutions ou à des communautés qu'aux **trajectoires des individus**, en fonction de leurs valeurs et de leurs histoires de vie. Ainsi, les engagements sont moins permanents, de nature et d'intensité variables dans le temps.

L'engagement est structurant dans la vie des individus. Les causes d'engagement et la façon de le faire façonnent l'**identité sociale**. La somme des engagements permet de dire « qui je suis et je me définis par rapport à ça dans ma vie ».

En 2040, l'engagement est un mot à la mode. Tout le monde cherche à **capter l'engagement**, avec une concurrence entre les organisations, les partis politiques, les entreprises, les syndicats, les associations, etc. L'engagement devient un impératif.

Face au **désengagement de l'État**, se développent une offre et une demande croissantes d'engagement pour répondre aux besoins sociaux.

> *Dans ce scénario, les causes d'engagement et la façon de s'engager façonnent l'identité sociale.*

RÉACTION DE CORENTIN LARMOIRE-ROUSSEL À CE SCÉNARIO

Ce qui est positif…

Tout le monde peut trouver chaussure à son pied pour s'engager. Les personnes s'engagent en fonction de leurs envies et leurs besoins. L'engagement ne les définit pas de manière définitive : il est possible de s'engager facilement ailleurs, sans être jugé. La **volatilité de l'engagement** contribue à renouveler le tissu associatif. Cela évite d'avoir des structures figées, avec par exemple des Conseils d'administration vieillissants.

L'individu se construit à travers ses engagements pluriels. Il peut ainsi rencontrer différentes personnes, diversifier ses expériences, et ainsi, ses compétences et connaissances. Ce scénario permet à terme d'avoir une **société plus engagée**, ouverte et consciente de tous les enjeux clés et systémiques.

Ce qui est négatif…

Vu que les personnes s'engagent de façons plurielles, elles risquent de vouloir aller partout et de **s'épuiser**.

Chantiers stratégiques

- Créer des **parcours d'engagement** tout au long de la vie ;
- Reconnaître et **valoriser** les engagements ;
- Dégager du **temps** pour que les personnes qui s'engagent ne s'épuisent pas.





RETOURS DES PARTICIPANTS DE L'UNIVERSITÉ À CE SCÉNARIO

Ce qui nous réjouit

L'engagement devient une **valeur centrale** au sein de la société, avec plus de personnes engagées, pour des causes variées et à différentes échelles.

Il existe une **déhiérarchisation des engagements**, avec une reconnaissance du pluralisme des engagements. Les valeurs d'engagement se développent ainsi dans les secteurs économiques et les dynamiques territoriales.

C'est un scénario propice à la **coopération** et à l'enrichissement des connaissances.

Dans ce scénario, les engagements sont déhiérarchisés.

Ce qui nous inquiète

Dans ce scénario, il y a un risque de perdre la **capacité à faire « commun »**, à avoir une vision globale des enjeux.

Certaines causes pourraient être abandonnées quand la **dispersion des engagements** entraînerait le risque de ne pas agir en profondeur sur certains sujets, de rester seulement en surface. La pluralité des engagements risque par ailleurs de conduire à un épuisement des personnes.

Les associations risquent de ne pas réussir à s'adapter face à ces engagements pluriels et **volatils**. C'est un scénario où la vision à court terme, dictée par les aspirations personnelles, prime sur une vision de société partagée à long terme.

Ce que nous avons à gagner

Les personnes peuvent **facilement s'engager**, en fonction de leurs aspirations, et changer d'engagements sans jugement. De fait, plus de personnes s'engagent et permettent une mixité sociale.

Une grande **variété d'engagements**, dont ceux informels, est reconnue et valorisée.

Ce que nous avons à perdre

Le risque d'épuisement des personnes et des organisations est identifié. Cela suppose de penser aux **enjeux de transmission** au sein des structures.

À cela s'ajoute un risque de perte de qualité et d'intensité des **liens entre les individus**, en raison de la volatilité des engagements.

Plus généralement, la somme des engagements individuels — sans structuration ni médiation — ne va pas nécessairement permettre de réaliser les missions relevant de l'**intérêt général**.

CHANTIERS STRATÉGIQUES

- Comment allons-nous assurer la transmission et la pérennisation des **projets associatifs** dans un contexte d'engagement plus volatil ?
- Comment allons-nous construire des **imaginaires mobilisateurs** et désirables partagés pour s'engager collectivement autour d'une vision partagée de l'avenir et ainsi garantir l'intérêt général ?
- Comment allons-nous **articuler** les différents engagements ?



Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Charlotte Debray, François de Jouvenel, Corentin Larmoire Roussel et Anna Maheu. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

LA SOCIÉTÉ DES ENGAGEMENTS IDENTITAIRES

Dans ce scénario, l'engagement est lié au **sentiment d'appartenance** à une communauté. Ces communautés sont d'une grande diversité : religieuses, ethniques, professionnelles, territoriales, ou encore mémorielles.

Dans un contexte de recul et de dégradation des services publics, les communautés se développent et s'organisent autour de **solidarités de proximité**. Elles permettent de répondre à des besoins essentiels : se nourrir, se loger, se vêtir, etc. Cette logique de survie renforce le sentiment d'appartenance et l'engagement au sein d'une communauté.

Dans ce scénario, l'engagement rend la société inflammable.

L'État prend acte de cette évolution majeure. Il s'appuie sur les communautés pour répondre aux différents besoins. Elles sont plus ou moins **exclusives ou coopératives**.

Les **entreprises** ont des stratégies variables. Certaines endossent les identités communautaires de leurs salariés ou clients, tandis que d'autres prennent leurs distances pour ne pas s'aliéner des parts de clientèle et imposent des règles pour garantir leur neutralité.

En 2040, les personnes s'engagent au sein des communautés. Ces dernières peuvent s'allier sur des sujets transversaux. Cependant, la **situation sociale** est instable, et les choix politiques percutent les intérêts communautaires. L'engagement rend la société inflammable.

RÉACTION DE MATTHIEU FONTAINE À CE SCÉNARIO

Ce qui est positif…

Les communautés s'organisent et mettent en place des projets de **solidarité de proximité** pour faire face au désengagement de l'État-Providence.

L'engagement des individus devient **structurant** dans les communautés, et donc dans la vie sociale.



Certaines entreprises et associations contibuent à une société plus **inclusive** et harmonieuse.

Ce qui est négatif…

En cas de dégradation, voire d'effondrement de certains services publics, comme la Sécurité sociale, les solidarités communautaires prennent le relai. Cependant, elles sont plus ou moins **exclusives**, risquant de laisser certaines personnes de côté.

Des affrontements violents peuvent apparaître autour des sujets de société, notamment l'avortement, le vieillissement, etc. Une polarisation et une **radicalisation identitaire** sont possibles.

Chantier stratégique

- Repenser le **rôle de l'État** et sa capacité à agir : quelles relations avec la diversité des communautés ? Comment préserver l'intérêt général ?





RETOURS DES PARTICIPANTS DE L'UNIVERSITÉ À CE SCÉNARIO

Ce qui nous réjouit

Dans ce scénario, les individus peuvent se sentir davantage en **sécurité** en appartenant à une ou plusieurs communautés.

La communauté est un vecteur très puissant d'engagement, grâce à la **force du collectif**. Elle a une capacité à agir plus réactive et plus complète.

L'engagement est plus **spontané** et naturel, car il s'exprime avec des pairs, partageant la même identité.

> *Dans ce scénario, l'engagement est plus spontané et naturel.*

Ce qui nous inquiète

Il existe un risque d'**essentialisation des identités**. Les personnes n'appartenant pas à des communautés risquent d'être exclues et laissées pour compte.

Repliées sur elles-mêmes, ces communautés risquent d'être en **concurrence identitaire**. Elles peuvent être instrumentalisées et être en conflit les unes avec les autres. Le risque de dérive sectaire s'accentue.

Plus globalement, comment bâtir l'**intérêt général** face à une pluralité de communautés ?

Ce que nous avons à gagner

Ce scénario permet de créer de **nouvelles solidarités** et de renforcer les coopérations entre les communautés.

Cela suppose de créer les conditions pour que les identités existent côte à côte sans s'étouffer et d'identifier un **régulateur** pour favoriser le développement harmonieux des communautés.

Ce que nous avons à perdre

Ce scénario risque d'affaiblir le **travail interréseau** existant entre les organisations.

Des **conflits** entre communautés peuvent apparaître sur un même territoire, conduisant à une perte d'unité.

Certains sujets risquent par ailleurs de devenir **orphelins**.

CHANTIERS STRATÉGIQUES

- Comment allons-nous favoriser la **coexistence** entre les différentes communautés ? Comment garantir un cadre partagé et accepté par tous ?
- Comment allons-nous préserver les **droits universels** et le pacte républicain ?
- Comment allons-nous réussir à **faire ensemble** entre communautés ?

Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Charlotte Debray, François de Jouvenel, Matthieu Fontaine et Anna Maheu. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

LA SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ADMINISTRÉ

Dans ce scénario, l'**État** a un rôle dominant dans la structuration des engagements. Cela s'explique par un enchaînement d'événements : une dynamique de repli sur soi des individus, une multiplication des crises, et une rétractation des moyens de l'État-providence.

Face à cette situation complexe, l'État choisit de rendre une partie de l'**engagement obligatoire** et initie un grand programme de développement de l'engagement. Chaque citoyen doit donner une partie de son temps, par exemple neuf mois, aux actions d'engagement au cours de sa vie.

En 2040, l'engagement est civique, organisé et obligatoire pour répondre aux besoins sociaux et apporter de la sécurité (matérielle, relationnelle, physique, etc.). L'État en parallèle organise son propre **désengagement** dans l'élaboration et la mise en place des services publics.

Dans ce scénario, l'État a un rôle dominant dans la structuration des engagements.

RÉACTION DE MARION BEN HAMMO À CE SCÉNARIO

Ce qui est positif…

Dans ce scénario, l'engagement concerne **toutes les générations** et est partie intégrante des parcours de vie.

Ce qui est négatif…

L'engagement devient un **devoir**. Mais comment reconnaître, notamment financièrement, la contribution de chacun ? Comme l'engagement repose sur les compétences des engagés, cela ne risque-t-il pas de recréer des inégalités sur la base des compétences et non de la citoyenneté ?

Il n'y a pas d'**engagement émancipateur** dans ce scénario. Par ailleurs, l'engagement est vu comme une réponse à des besoins immédiats, sans perspective à long terme. D'ailleurs, il n'y a pas de définition collective de l'intérêt général.

Enfin, les associations sont des pourvoyeuses de services dans ce scénario. Elles ne font que répondre aux demandes de l'État, réduisant ainsi les libertés associatives et leur capacité d'innover. Ce scénario accentue une logique déjà présente de **contrôle** et de performance.





Chantiers stratégiques

- Penser et renforcer le rôle des **philanthropes** : comment peuvent-ils assumer ce rôle d'explorateur de l'intérêt général, de nouvelles formes de société, de recherche et de développement (R&D) sociétale ?
- Tirer les enseignements des **précédentes crises**, où des initiatives inspirantes et coopératives ont vu le jour, bien que rapidement oubliées : nous avons besoin de capitaliser et de tirer les enseignements de ces différentes expériences.

RETOURS DES PARTICIPANTS DE L'UNIVERSITÉ À CE SCÉNARIO

Ce qui nous réjouit

Ce scénario permet d'**optimiser les ressources**, de mieux identifier les besoins et y répondre.
Le rôle des associations est reconnu. Elles bénéficient d'un cadre réglementaire et financier sécurisant.

Le sens de l'intérêt général innerve la société. La **culture de l'engagement** se transmet dès le plus jeune âge. L'engagement est encouragé.

> *Dans ce scénario, la culture de l'engagement se transmet dès le plus jeune âge.*

Ce qui nous inquiète

Ce scénario risque de fragiliser les libertés associatives et la **liberté d'engagement**, avec de possibles sanctions en cas d'engagement pour des causes non homologuées, ou en cas de désengagement.

La capacité d'**innovation sociale** et démocratique est fragilisée. Certaines causes risquent de ne plus être soutenues, voire d'être criminalisées.

L'État risque de ne plus avoir la capacité à identifier les **nouveaux besoins** dans la société.

Ce que nous avons à gagner

Ce scénario peut contribuer à **structurer la vie démocratique**, en soutenant les associations dans leurs actions.

Cela suppose de bâtir des **relations de confiance** avec l'État et de renforcer la capacité à agir des collectivités territoriales.

Ce que nous avons à perdre

La **liberté associative** est limitée pour accéder aux financements, avec un système à deux vitesses. Certaines associations sont financées, car elles mènent des actions répondant aux demandes de l'État. Les autres ne le seront pas, en raison de leurs causes ou modes opératoires.



CHANTIERS STRATÉGIQUES

- Comment allons-nous créer et transmettre une **culture de l'engagement** dès le plus jeune âge ? Comment créer les conditions pour l'engagement de tous ?
- Comment garantir la **liberté associative** ? *Quid* de celles de s'engager et de ne pas s'engager ?
- Qui va définir ce qui relève de l'**intérêt général** ou non ?

Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Marion Ben Hammo, Yannick Blanc, Charlotte Debray, François de Jouvenel et Anna Maheu. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

LA SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT AUTO-ORGANISÉ

Dans ce scénario, l'**État** est nettement moins présent et a réduit son rôle à des fonctions défensives et sécuritaires, et ce dans un contexte de montée des crises et donc des menaces globales.

Face à l'importance des besoins sociaux non satisfaits et à l'extension de la pauvreté, la **société civile** se mobilise massivement. Les associations voient affluer un grand nombre de bénévoles.

Quant aux **entreprises**, elles s'engagent à leur échelle, pour leurs collaborateurs et leurs clients, car elles sont conscientes que la prospérité du marché repose sur la vitalité sociale.

Cette situation risque de conduire à un **épuisement** d'un certain nombre de citoyens engagés.

Les individus s'engagent pour ce qui leur semble bon pour la société. Les différents engagements peuvent être contradictoires, s'opposer, car il n'y a pas nécessairement de **cadres de régulation**.

En 2040, la **vie locale** est extrêmement riche avec des engagements variés des individus. Ils peuvent donner lieu à situations d'affrontement et de concurrence. Sur les sujets touchant les valeurs profondes des individus, des conflits violents peuvent apparaître.

RÉACTION DE DELPHINE CHOMIOL À CE SCÉNARIO



Ce qui est positif…

Même si l'État n'est plus présent, la **société civile** est dynamique. L'entraide et la solidarité se renforcent au niveau local.

Des **mécanismes de solidarité** se mettent naturellement en place en s'autoorganisant, à l'image de ce qui s'est fait pendant la crise liée au COVID-19.



Des **solidarités intergénérationnelles** se développent, car tout le monde est obligé de s'engager, par intérêt ou par la force des choses.

Ce qui est négatif…

Dans ce scénario, l'auto-organisation peut être complexe à de multiples égards. Elle fait peser une **lourde responsabilité** sur les associations, alors qu'elles ne sont pas toutes dotées des ressources nécessaires. La question du financement est cruciale pour répondre de manière opérationnelle aux besoins sociaux, mais aussi pour impulser et animer des stratégies coopératives.

Il risque de se développer des **concurrences** entre les luttes et causes d'engagement. Mais, comment seront prises les décisions sur des sujets transverses, comme l'écologie ? Quelle articulation entre les différentes échelles locales entre elles, mais aussi aux niveaux nationaux et internationaux ?

Chantiers stratégiques

- Outiller et financer l'**ingénierie de la coopération** ;
- Financer les **microcoopérations** ;
- Veiller au financement équitable entre les différentes **causes** d'engagement ;
- Penser aux différentes formes de **reconnaissance** de l'engagement des individus.



RETOURS DES PARTICIPANTS DE L'UNIVERSITÉ À CE SCÉNARIO

Ce qui nous réjouit

Ce scénario se caractérise par une forte dynamique d'engagement citoyen avec des initiatives plus horizontalisées et territorialisées. Il existe un **vent d'innovation** pour répondre aux besoins sociaux.

Les acteurs coopèrent à l'échelle **territoriale** autour d'actions et de valeurs partagées. D'ailleurs, le modèle associatif revient en force !

Ce qui nous inquiète

L'affaiblissement du service public se poursuit au profit des seules missions régaliennes de l'État. Les individus risquent de **s'épuiser** au travers de leurs engagements.

Si des solidarités de proximité se développent, c'est parce que les **inégalités** entre territoires sont amplifiées.

Ce que nous avons à gagner

Le **pouvoir d'agir** et l'autonomie des individus sont renforcés.

Les acteurs coopèrent davantage et ont une meilleure connaissance des **besoins sociaux**.

Dans ce scénario, le pouvoir d'agir est renforcé.

Ce que nous avons à perdre

Les infrastructures et services publics minimums nécessaires à une **vie digne** dans les domaines de la vie sont affaiblis.

Il y a un risque de **perte du dialogue social et civil**. Un autre risque est la difficulté de la société à résister au marché dans ce scénario.

CHANTIERS STRATÉGIQUES

- Comment allons-nous soutenir la dynamique de l'engagement citoyen tout en préservant la **solidarité nationale** ? Quelle place pour la puissance publique ?
- Comment allons-nous améliorer les capacités des acteurs à agir pour répondre aux **besoins sociaux** ?
- Comment allons-nous **faire ensemble** ? Avec quel horizon ?

Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Delphine Chomiol, Charlotte Debray, François de Jouvenel et Anna Maheu. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

GRAND TÉMOIN



Yannick Blanc, vice-président de la Fonda

À l'issue de l'Université de prospective «Vers une société de l'engagement?», le vice-président de la Fonda Yannick Blanc a partagé les principaux enseignements tirés des sous-groupes, soit autant de fils à tirer pour passer de la prospective exploratoire à la prospective stratégique.

Au cours de l'atelier, les participants ont pu s'approprier les scénarios et formuler des questionnements qui se situent souvent du côté de l'**inquiétude**.

UNE RÉINSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Il existe une énergie, une vitalité au sein de la société en matière d'engagement, se matérialisant par l'extension du domaine de l'engagement. Il s'agit sans doute de l'émergence des **institutions du futur** pendant que les institutions du passé sont en train de s'affaiblir.

Au sein de la société, de multiples leviers sont mobilisés par les organisations au service des **transformations sociales**. Il s'agit notamment de leur capacité d'écoute, de partage, de solidarité, de gestion des compétences acquises et de formation des citoyens. Cette dimension se retrouve d'ailleurs dans le scénario de la société des engagements identitaires.

Ces atouts n'occultent pas l'existence de craintes, principalement liées au risque, massivement ressenti aujourd'hui, d'accentuer la fragmentation et la **polarisation de la société**.

ACCOMPAGNER ET RÉGULER L'ENGAGEMENT

Le **rôle de l'État** n'est pas de former les citoyens à l'engagement ou d'évangéliser sur le fait de s'engager. Il faut partir des dynamiques d'engagement nées du besoin et de l'envie de l'engagement pour en faire des dynamiques apprenantes. C'est essentiel de partir des expériences vécues, dans lesquelles se mêlent la nécessité d'agir et le désir de contribuer.

De nombreuses interrogations portent sur la forme de **régulation** de l'État, soulevées par la lecture des scénarios des engagements identitaires, de l'engagement auto-organisé et des engagements pluriels. Elle est centrale, car elle est nécessaire pour créer un climat de confiance entre les personnes et entre les groupes.

La régulation ne peut se faire dans la forme traditionnelle de l'autorité de l'État. Les **expériences contemporaines** montrent que la capacité d'action du politique et de l'État n'est plus pertinente.

On observe paradoxalement une inquiétude partagée sur le **désengagement** de l'État et un large consensus contre le scénario de la société de l'engagement administré, motivé par les risques de subordination, d'instrumentalisation et de restrictions des libertés associatives. L'engagement se fonde par essence sur une logique d'émancipation, d'autonomie, de liberté.

ACTEURS À MOBILISER

Deux acteurs ont été les grands absents de cet après-midi de travail, les collectivités territoriales et les entreprises. La Fonda devra ouvrir un **dialogue** sur l'engagement avec ces acteurs.

Le territoire, la proximité est l'espace permettant le développement de l'engagement. Les **collectivités territoriales** ont un rôle clé pour favoriser la coopération des engagements au niveau local.

Quant aux **entreprises**, on peut les considérer comme des communautés d'action par le travail. Elles sont particulièrement sensibles à ces questions d'engagement pour recruter et fidéliser leurs collaborateurs. Il y a un enjeu à lier le monde de l'engagement citoyen à celui du travail. Les syndicats ont un rôle à jouer.

PISTES DE RÉFLEXION IDENTIFIÉES PAR LES PARTICIPANTS À L'UNIVERSITÉ

- Comment soutenir une dynamique de l'engagement citoyen tout en préservant une **solidarité nationale** qui intègre les corps intermédiaires ?
- Comment maintenir, transmettre et encourager la **culture de l'engagement** ?
- Quelle place pour l'**État** : facilitateur, coordonnateur, organisateur ?
- Comment bâtir un cadre commun, un espace de dialogue entre les parties prenantes pour défendre la vitalité démocratique ? Quel **récit politique** partagé ? Comment faire ensemble ?

Yannick Blanc



Il est essentiel de partir des expériences vécues d'engagement, dans lesquelles se mêlent la nécessité d'agir et le désir de contribuer.

Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Charlotte Debray et Anna Maheu.
Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.



PRIORITÉS ET MARGES DE MANŒUVRES



Yannick Blanc, Olivier Guivarch et Claire Thoury lors de l'Université « Vers une société de l'engagement ? » © Anna Maheu / La Fonda

VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Université de prospective

9 octobre 2024

La Fonda
fabrique associative

QUELLES ACTIONS POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE EN 2040 ?







Olivier Guivarch et Claire Thoury

Animé par Charlotte Debray

Après la restitution des enseignements tirés des ateliers par Yannick Blanc, deux représentants de la société civile, Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif, et Olivier Guivarch, secrétaire national à la Confédération française démocratique du travail (CFDT), y ont réagi et répondu aux questions de Charlotte Debray, déléguée générale de la Fonda.

LE RÔLE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Charlotte Debray : Les échanges montrent que les organisations de la société civile auront un rôle clé à jouer à l'horizon 2040. Quels sont les sujets clés pour elles ?

Claire Thoury : Selon le rapport annuel du Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur l'état de la France, 76 % des personnes interrogées estiment que les femmes et les hommes politiques sont déconnectés des réalités vécues par les citoyens et les citoyennes[8]. Cela alimente la **défiance** à l'égard des représentants et de la démocratie.

Les Français ont besoin de davantage d'écoute et de proximité du personnel politique par rapport à leurs **difficultés du quotidien**, d'autant plus qu'elles augmentent. Par exemple, 58 % des Français éprouvent des difficultés d'accès au logement, voire 84 % pour l'outre-mer.

Dans un tel contexte, les **corps intermédiaires** jouent un rôle clé. Ils sont à la manœuvre dans une bataille du réel. Autrement dit, ils doivent être en capacité de retranscrire la réalité du vécu des individus de façon très immédiate et territoriale.

En cas d'augmentation du prix du carburant, le **quotidien** ne change pas énormément pour un Parisien qui n'utilise sa voiture qu'une fois par mois pour partir en week-end. La réalité est tout autre si vous habitez à la campagne et que la voiture est essentielle dans tous les aspects de la vie, notamment pour travailler.

Nous, corps intermédiaires, avons donc un enjeu à représenter la diversité de ces vécus et problèmes du quotidien, ainsi qu'à nous en faire l'écho. Il s'agit d'une forme de **démocratie d'exercice du quotidien** qui se déroule au sein de nos organisations. Elle est un élément de réponse à l'aspiration des citoyens de proximité et de représentation.

[8] Conseil économique, social et environnemental (CESE), *Sortir de la crise démocratique, Rapport annuel sur l'état de la France 2024*, octobre 2024, [en ligne].

Claire Thoury

Les corps intermédiaires sont à la manœuvre dans une bataille du réel.



Et quel rôle pour le Mouvement associatif ?

Claire Thoury : L'une des ambitions du Mouvement associatif est de réenchanter la démocratie et le politique dans le sens noble. Il vise à porter un **projet commun au service de l'intérêt général** pour les citoyens, quelle que soit la place de chacun dans la société (citoyens, corps intermédiaires, politiques, institutions, etc.).

Le Mouvement associatif est particulièrement attentif aux messages de souffrance et de défaut de bonne représentation.



Qu'en est-il pour la CFDT, première organisation syndicale de France ?

Olivier Guivarch : La CFDT est historiquement attachée à la défense et à la production de nouveaux **droits pour les salariés**, tout en s'engageant pour la défense de l'intérêt général en coopération avec les associations, les grandes institutions démocratiques sociales, l'État et les décideurs politiques.

C'est indispensable, car la société est confrontée à de **grandes transformations**, notamment écologiques et technologiques, qui conduiront à des transformations économiques. La CFDT souhaite relever ces défis en coopérant avec ces acteurs.

Dans un contexte de fragmentation de la société, la CFDT s'engage en faveur du vivre ensemble et du **travailler ensemble**. À ce titre, elle s'intéresse à des thèmes variés, allant de la place des bénévoles vis-à-vis des salariés dans les associations, au temps que les actifs peuvent consacrer au bénévolat, en passant par les apports de la vie professionnelle au bénévolat, etc.

Comme beaucoup d'organisations, la CFDT s'interroge sur elle-même et la notion d'**engagement**. Une enquête « Parlons engagement » a été initiée en 2022 par la CFDT sur l'engagement, dont le syndicalisme. Elle a recueilli 26 000 réponses. L'amélioration de la vie au travail, l'écoute, la prise en compte des aspirations et de l'autonomie font partie des principales revendications, auxquelles les entreprises répondent différemment selon leur taille et leur capacité à se projeter.

Vos réponses montrent l'urgence à coopérer pour répondre aux problématiques contemporaines. Pourquoi avoir lancé le Pacte du pouvoir de vivre ?

Claire Thoury : En 2018, lors de la crise des Gilets jaunes, dix-neuf organisations de la société civile[9], dont la CFDT et le Mouvement associatif, observent la nécessité de se rassembler pour contribuer à **faire évoluer le débat public** sur les enjeux majeurs de société. Elles souhaitent aussi construire un rapport de force face à des décideurs politiques qui peinaient à les écouter et à les entendre.

Ensemble, elles fondent le Pacte du pouvoir de vivre, qui est une organisation en propre, et formulent **66 propositions communes** pour répondre à l'urgence sociale et écologique[10].

[9] Le Pacte du pouvoir de vivre est à l'initiative de 19 organisations de la société civile : ATD Quart Monde, la Cfdt, la CFTC, la Cimade, la FAGE, le Pacte civique, la Fondation Abbé Pierre, le Mouvement associatif, la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, l'Unsa, France nature environnement, l' Uniopss, France Terre d'Asile, les Francas, humanité et biodiversité, la Ligue de l'enseignement, la Mutualité française, le Réseau action climat France et le Secours catholique – Caritas France.

[10] Pacte du pouvoir de vivre, *66 propositions pour donner à chacun le pouvoir de vivre, l'urgence d'un pacte social et écologique*, mars 2019, [en ligne].



Et aujourd'hui, quelles sont les réalisations du Pacte ?

Claire Thoury : Aujourd'hui, le Pacte rassemble 63 organisations. En travaillant ensemble, nos structures croisent leurs pratiques, influencent les politiques et construisent un projet de société qu'elles ne pourraient pas mener seules. Cette expérience est enrichissante, car elle propose des **espaces de dialogue** entre des organisations qui n'ont pas l'habitude de faire ainsi et permettent de bâtir des compromis.



Olivier Guivarch

Plusieurs questions se posent à la jonction entre les politiques publiques, le rapport au politique et à l'engagement.

Olivier Guivarch : La question des **compromis** est centrale. Il n'est pas toujours évident de se mettre d'accord entre organisations sur des sujets complexes. Après cinq ans d'existence, le Pacte a notamment formulé à plusieurs reprises des mesures communes lors des municipales ou la fin du confinement, il a actualisé les propositions et a lancé l'École du pouvoir de vivre.

Plusieurs questions se posent à la jonction entre les politiques publiques, le rapport au politique et à l'engagement. Par exemple, comment peut-on peser davantage sur les **politiques publiques** ? Quel engagement des organisations au sein du Pacte ?

MONTÉE DES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Au cours des travaux de prospective de la Fonda, la montée des idées d'extrême droite a été identifiée comme un risque pour l'avenir. Comment la CFDT se positionne-t-elle ?

Olivier Guivarch : La CFDT a toujours eu un positionnement très clair par rapport à l'extrême droite. Elle appelait déjà à voter contre en 2002. Nous nous mobilisons face au danger pour déployer un plan d'action de **lutte contre les idées d'extrême droite**, d'abord auprès de nos militants et de nos organisations fédératives, pour toucher ensuite nos adhérents, les salariés et les agents.

La lutte contre l'extrême droite est une préoccupation majeure. Le **risque démocratique** pour notre pays, nos institutions démocratiques, notre organisation syndicale, et pour tous nos concitoyens est bien présent : stigmatisation, discrimination, plus d'autoritarisme et moins de libertés.

Claire Thoury

Face à la montée de l'extrême droite, il est nécessaire de reconstruire un récit politique, solides sur nos valeurs.



Comment les organisations de la société civile peuvent-elles lutter face à l'extrême droite ?

Olivier Guivarch : La compréhension des ressorts électoraux est particulièrement complexe. Les organisations de la société civile doivent être dans une **posture d'écoute** pour faire remonter les préoccupations des citoyens. Faire barrage à l'extrême droite implique de proposer des solutions qui répondent aux problèmes des citoyens. Avec le Pacte, nous proposons un autre projet de société, ancré dans des valeurs humanistes.

Claire Thoury : Grâce à la dynamique collective du Pacte, plusieurs membres ont pris conscience qu'ils étaient à la tête d'**organisations de valeurs**, comme le martelait Laurent Berger, ancien Secrétaire général de la CFDT. Et qu'à ce titre, ils ont une légitimité à se positionner dans le débat public, notamment lors des élections. Ainsi, en 2022, le Mouvement associatif s'est engagé très fortement contre l'extrême droite. En 2022, il a appelé à voter pour Emmanuel Macron face à Marine Le Pen.

Dans ce contexte de montée de l'extrême droite, il est nécessaire de repenser le **continuum de l'engagement**, et de reconstruire un récit politique, solides sur nos valeurs. Cela pourrait prendre la forme d'espaces de dialogue et de désaccord organisés. Ils permettraient aux uns et aux autres de s'exprimer pour construire, avec nuance, un chemin commun pour l'avenir.

PISTES DE RÉFLEXION IDENTIFIÉES PAR LES PARTICIPANTS À L'UNIVERSITÉ

- Comment s'emparer des **enjeux stratégiques** énoncés lors de l'Université ?
- Doit-on parler de la **montée des extrêmes** ou seulement de l'extrême-droite ?
- Comment créer des **espaces** au service de cette vitalité démocratique ? Quel rôle pour les outils de l'éducation populaire ?
- *Quid* du scénario du **désengagement** ?

Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Charlotte Debray, Olivier Guivarch, Anna Maheu et Claire Thoury.
Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

LES ANGLES MORTS DE L'ENGAGEMENT



Laurence de Nervaux, directrice de Destin Commun

Lors de l'Universite de prospective «Vers une société de l'engagement? », Laurence de Nervaux, directrice de Destin Commun, a ensuite présenté les résultats de l'étude menée pour la Fonda, qui souhaitait comprendre le positionnement de deux catégories de la population considérées comme éloignées du monde de l'engagement et traditionnellement plus difficiles à atteindre, les « Laissés pour compte » et les « Identitaires ». Dans ce cadre, deux *focus groups* ont eu lieu en septembre 2024, animés et analysés par Destin Commun.

À L'ÉCOUTE DE LA SOCIÉTÉ

Les travaux de prospective pilotés par la Fonda sur l'engagement mobilisent une diversité d'organisations, salariés et bénévoles, qui sont engagés et réunis autour de **valeurs progressistes et démocratiques**.

«Il s'agit de personnes qui, selon la classification de Destin Commun[11], appartiennent majoritairement aux catégories des Stabilisateurs ou des Militants désabusés. Il existe une forme d'**entre-soi** qu'il convient de dépasser», rappelle Laurence de Nervaux.

[11] Destin Commun a identifié six familles de Français en fonction de leurs systèmes de valeurs : les Stabilisateurs, les Militants désabusés, les Laissés pour compte, les Libéraux optimistes, les Attentistes, et les Identitaires.

L'exemple de **Colombe**, doit en ce sens nous interpeler. Dans un reportage de Paul Larrouturou pour le journal de TFI, les téléspectateurs ont pu entendre cette sexagénaire partager son enthousiasme à la suite d'un *meeting* de Marine Le Pen, tout en racontant son engagement de longue date comme bénévole aux Restos du cœur.

Ainsi, la Fonda, par le biais de Destin Commun, a souhaité donner la parole à des Français en marge de ces réflexions. Deux *focus groups* ont été réalisés en septembre 2024 pour se mettre à l'écoute de deux catégories de la population considérées comme **éloignées du monde de l'engagement** et traditionnellement plus difficiles à atteindre : les Laissés pour compte et les Identitaires. Ils représentent 4 Français sur 10 et constituent les deux volets, social et identitaire, de l'électorat du Rassemblement national.

DISSOCIATION ENTRE ENGAGEMENT ET OPINIONS POLITIQUES

Les deux groupes partagent une **vision décliniste** de la société française. Deux expressions l'illustrent : «tout part à la dérive, on a peur» et «la situation du pays est dégradée dans beaucoup de milieux : les hôpitaux, la sécurité, les écoles».

Pour autant, ils ne sont pas désengagés, bien au contraire. Plusieurs sont des **poly-engagés** : ils participent à la soupe populaire, sont conseillers municipaux ou font partie d'associations, comme un club de rugby.

Ainsi, il existe un **universalisme de l'engagement**. «Il n'est pas l'apanage des humanistes et des progressistes», indique Laurence de Nervaux. Il est souvent lié aux croyances et aux valeurs des personnes, mais l'engagement d'un Identitaire (au sens de la typologie de Destin Commun) n'est pas nécessairement un engagement identitaire. Ses causes d'engagement peuvent être variées.

PERCEPTIONS DE L'ENGAGEMENT

La notion d'engagement renvoie d'abord aux valeurs de fidélité et de durée dans la **sphère familiale et intime** (se marier, avoir des enfants, etc.) Une citation prononcé par un participant du *focus group* le montre : « faire un enfant, c'est un engagement qu'il ne faut pas prendre à la légère, ça demande beaucoup d'investissement tout le temps ».

Pour autant, les participants aux *focus groups* ont l'impression que ce type d'engagement n'est pas **valorisé socialement** ni reconnu comme de l'engagement.

Laurence de Nervaux

L'engagement n'est pas l'apanage des humanistes et des progressistes.



Pour Laurence de Nervaux, la **complexité administrative** est un irritant, voire un frein à l'engagement. Plusieurs témoignages le montrent, « il y a trop de contraintes administratives pour participer à des associations », ou encore, « rien n'est simple. Il faut toujours se justifier. Un petit dossier, il faut des montagnes de papier ». Une participante a été découragée par les démarches administratives, alors qu'elle souhaitait installer un composteur dans sa résidence.

Les répondants admirent par ailleurs des **personnalités engagées** décédées, tels que Coluche, Balavoine, le Général de Gaulle, Bob Marley. Un seul nom de personne vivante revient : Jordan Bardella, Président du Rassemblement national. Ils rejettent également la starisation de l'engagement. Ils plébiscitent l'engagement anonyme et invisible.

VITALITÉ D'ENGAGEMENTS

Souvent, les participants ne réalisent pas que les actions auxquelles ils prennent part relèvent de l'**engagement**. D'ailleurs, Destin Commun a mis en lumière dans une précédente étude le fait que les abstentionnistes disaient qu'ils n'avaient pas d'engagement, alors qu'ils étaient bien engagés dans des actions peu valorisées[12]. Par exemple, en faisant les courses à leurs voisins pendant la crise liée au COVID-19.

Leur engagement prend souvent des **formes informelles**, sous les radars, comme le partage d'informations et de bons plans sur des groupes *Facebook*, entraide, troc, etc.

Un témoignage le montre : « les gens avec qui j'ai le plus de contacts ce sont mes **voisins** que je vois tous les jours, on échange des fruits, des gambas, des soles que je pêche, ou des invendus… ».

Ces pratiques qui sont en quelque sorte des **proxy de l'engagement** sont révélateurs d'une des préoccupations des Français : le pouvoir d'achat.

En s'engageant dans des associations, ces personnes peuvent aussi rompre avec leur sentiment d'**isolement social**, plus fréquent au sein de ces deux groupes que dans le reste de la population.

[12] Raphaël Llorca et Laurence de Nervaux (Destin Commun), *Dans la tête des abstentionnistes, à l'écoute de ceux qui se taisent*, Fondation Jean Jaurès éditions, juin 2022, [en ligne].

DÉFIANCE À L'ÉGARD DE LA SOCIÉTÉ

Les répondants ont un fort attachement aux **fondamentaux moraux** de pureté et de loyauté. Dès lors qu'un scandale concerne une association, cela renforce leur défiance à l'égard des acteurs de l'engagement. Comme l'indique un participant, «la confiance se gagne au goutte-à-goutte et se perd en litres».

Un exemple régulièrement cité est celui du fondateur de l'Association pour la recherche sur le cancer, Jacques Crozemarie, condamné pour abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux il y a trente ans.

Plusieurs témoignages illustrent cette **défiance** : «L'argent, on ne sait jamais s'il ira vraiment aux malades, c'est trop flou. Certains s'enrichissent sur la santé des autres, c'est écœurant!», ou encore «Pas mal d'associations sont épinglées pour des dirigeants au train de vie élevé, à partir de là, ça n'a aucun sens de donner de sa personne, c'est perverti par le fric».

Il existe également au sein de ces groupes un sentiment de **concurrence dans la précarité**. À la suite du visionnage de la vidéo de Colombe, plusieurs ont exprimé l'idée suivante «Aidons-nous nous-mêmes avant d'aider les autres». Ils sont dans une logique d'opposition entre «eux contre nous», particulièrement tangible lorsqu'il s'agit de personnes migrantes.

COMMENT PARLER À TOUT LE MONDE?

Dès lors que le sujet de l'engagement est abordé, il existe souvent le fantasme de la «pureté militante» et de la «**pureté de l'engagement**». Ils peuvent paralyser les acteurs de l'engagement.

Face à cela, Laurence de Nervaux suggère que les organisations de la société civile partent des préoccupations du quotidien des personnes et de leurs engagements pour les valoriser. Cela permet d'activer le **continuum de l'engagement**, où un engagement en amène un autre. Elles peuvent, comme l'a rappelé Claire Thoury, participer à la création d'espaces de dialogue organisés.

Laurence de Nervaux



Nous marchons sur une ligne de crête, entre intransigeance sur les valeurs défendues et réception des réalités vécues par les personnes.

Dans un contexte de montée de l'extrême droite, il est nécessaire de dénoncer avec énergie les atteintes à la démocratie, à l'État de droit, aux libertés publiques, etc. «Le **populisme** est une spirale qui tire vers le bas et qui est contagieux», insiste Laurence de Nervaux[13]. Cependant, les travaux en psychologie sociale montrent que la stigmatisation et la diabolisation ne fonctionnent pas, voire amplifient au contraire la radicalité.

«Nous marchons sur une **ligne de crête**, où les organisations doivent maintenir une intransigeance sur les valeurs défendues, tout en étant capables de recevoir les réalités vécues par les personnes et de nourrir un dialogue constructif. Dépassons le eux contre nous», conclut-elle.

[13] Destin Commun, *Le jour d'après, penser le 8 juillet 2024*, juillet 2024, [en ligne].

Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Charlotte Debray, Anna Maheu et Laurence de Nervaux. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

CLÔTURE



Participants à l'Université « Vers une société de l'engagement ? » le 9 octobre 2024 à Paris © Guillemette Martin / La Fonda

La Fonda
fabrique associative

VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Université de prospective

9 octobre 2024

CONCLUSION



Agathe Leblais, présidente de la Fonda

L'Université «Vers une société de l'engagement ? » s'inscrit dans un exercice de prospective participative plus vaste lancé par la Fonda en 2022. Agathe Leblais, présidente de la Fonda, a conclu la huitième Université de la Fonda en présentant ses prochaines étapes pour explorer ensemble cette possible société de l'engagement.

RETOURS SUR LA JOURNÉE

Cette journée a été le **point le d'orgue** de la démarche de prospective participative initiée il y a près de deux ans. Elle a été riche en échanges permettant de restituer le travail d'enquête de la Fonda en matière d'engagement, de mettre en débat les quatre scénarios pour l'avenir de la société de l'engagement, ainsi que d'amorcer l'identification de priorités stratégiques pour la société civile à l'horizon 2040.

Retenons aussi que pendant toute cette Université de réflexion et d'idées, les Bataclowns nous ont permis de rire. Ces moments d'émotions joyeuses sont nécessaires dans un contexte où la place du monde associatif est absolument fragilisée.

Au cours de cette Université, sont revenues la nécessité de cultiver la nuance et l'humilité, de rester à l'écoute de toutes et tous, aussi des citoyens et des citoyennes qui ne nous ressemblent pas ou peu. Il apparait aussi nécessaire de **réenchanter l'avenir** à travers des récits fédérateurs.

RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

La Fonda, *Carte ressources « Vers une société de l'engagement ? »* novembre 2024 [en ligne].

La Fonda, Comptes-rendus « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent » et « Vers une société de l'engagement ? Dynamiques & Ruptures », juin 2023, [en ligne].

Tribune Fonda n°258 « Cartographier l'engagement », juin 2023.

Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Charlotte Debray, Agathe Leblais et Anna Maheu. Il est mis à disposition sous la Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR.

LES SUITES POUR LA FONDA

Conformément à son projet politique, la Fonda partagera et favorisera l'**appropriation de la connaissance**, comme ce fut le cas lors de cette Université. C'est essentiel pour mieux appréhender un monde complexe et retrouver des marges de manœuvre.

Nous vous donnons rendez-vous le 3 avril 2025 pour le lancement du *Carnet d'exploration*, au Philanthro-Lab. Cette publication compilera les enseignements de la démarche prospective.

Toujours dans cette volonté d'éclairer les acteurs associatifs et leurs partenaires, la ***Tribune Fonda*** poursuivra son exploration des sujets en lien avec le monde associatif, en veillant à éclairer les angles morts. Telle est l'ambition de la programmation 2025. L'équipe de la Fonda continuera par ailleurs à partager ses enseignements lors d'interventions, encore et toujours.

À côté du laboratoire d'idées, la Fonda continuera à outiller les acteurs et leurs partenaires sur les enjeux du **Faire ensemble**, qui constitue un enjeu clé pour réussir à faire advenir un futur souhaitable.

Concrètement, les enseignements sur la société de l'engagement seront traduits en supports d'animations et de formations, et viendront nourrir les **expérimentations** en cours et à venir. Nous comptons trouver de nouveaux terrains d'application sur certains des enjeux fondamentaux, comme le vieillissement démographique inclusif.

REMERCIEMENTS

La Fonda remercie chaleureusement l'ensemble de l'**équipe salariée** : Charlotte Debray, Bastien Engelbach, Anna Maheu, Hannah Olivetti, Diane Bonifas, Quentin Vaissaire, Myriam Roumane et Guillemette Martin, qui a mené à bien cette Université, et plus généralement cette démarche de prospective participative.

Merci également aux **administratrices et administrateurs** de la Fonda pour leur engagement : Stéphanie Andrieux, Philippe Bégout, Yannick Blanc, Paul Bucau, Pierre Catalan, Giorgia Ceriani Sebregondi, Philippe Chabasse, Isabelle Chandler, Camille Dorival, Suzanne Gorge, Sébastien Lagorce, Sophia Lakhdar, Agathe Leblais, Alain Legrand, Valérie Lourdel, Gabriela Martin, Michel Nung, Nils Pedersen, Amélie Pedrot, Salimata Sissoko, Roger Sue, Louise Vaisman et Kaméra Vesic.

Merci aux **bénévoles** qui ont animé les ateliers de cet après-midi : Paul Bucau, Thibaut Servant et Alexandra Mousquès.

Un grand merci à nos **partenaires financiers** pour leur soutien : l'Agence nationale de la cohésion des territoires, le ministère de la Transition écologique, le ministère de l'Économie, des finances et de l'industrie, le ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, le Fonjep, la Caisse des Dépôts, la Caisse nationale d'allocations familiales, la Ville de Paris, le Crédit Mutuel, la Mutuelle Sociale Agricole, la Macif, la Fondation de France, la Fondation SNCF, le fond de dotation KPMG, CO et la Fondation du Crédit Coopératif.

Un grand merci à **CO** pour son engagement en *pro bono* à nos côtés depuis les débuts de la démarche prospective. Merci Pierre-Dominique Vitoux, Alexandra Mousquès, Charly Gay et Guillemette Aveline.

Cet exercice a été rendu possible grâce à la mobilisation du **groupe de pilotage**. Les membres ont partagé régulièrement leurs retours, leurs désaccords, leurs envies sur les différentes étapes de cette démarche, ainsi que sur le travail de la matière en soi. Merci donc à Nelly Allard, Stéphanie Andrieux, Didier Arnal, Bertrand Barrieu, Philippe Bégout, Patrick Boulte, Pauline Bourgeois, Philippe Chabasse, Suzanne Chami, Delphine Chomiol, Marie-Line de Bortoli, François de Jouvenel, Jean-Pierre Duport, Cécile Ensellem, Henri Fraisse, Catherine Sauvage, Laetitia Gourbeille, Marie-Pierre Héritier, Jean-Pierre Jaslin, Amélie Jeannin, Corentin Larmoire-Roussel, Yves Le Bars, Sonia Le Pulloc'h, Agathe Leblais, Anthony Mahé, Jacques-François Marchandise, Khadija Mouhaddab, Mathilde Nugue, Michel Nung, Hubert Pénicaud, Isabelle Persoz, Florence Picard, Emmanuelle Pion, Aude Pringault, David Ratinaud, Nadège Rodrigues, Giorgia Sebregondi, Thibaut Servant, Patrice Simounet, Elisabeth Stéhly-Touré, Roger Sue, Yann Ulliac, Pierre Vanlerenberghe, Baptiste Vivien, Mathilde Jondeau et Valérie Lourdel.



Participants à l'Université « Vers une société de l'engagement ? » le 9 octobre 2024 à Paris © Guillemette Martin / La Fonda



Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons* Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 France (CC BY-NC-SA 3.0 FR)

Vous êtes libres de partager — copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats — et de l'adapter.

Néanmois, vous devez respecter les conditions suivantes :

- créditer l'œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'œuvre ;
- ne pas faire un usage commercial de cette œuvre, tout ou partie du matériel la composant ;
- la partager dans les mêmes conditions. Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous devez diffuser l'œuvre modifiée dans les même conditions, c'est à dire avec la même licence avec laquelle l'œuvre originale a été diffusée.

Le texte intégral du contrat est disponible à l'adresse suivante : https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/